

PELLETIER, Réjean, *Partis politiques et société québécoise : de Duplessis à Bourassa, 1944-1970*. Montréal, Québec-Amérique, 1989. 397 p.

Evelyn Kolish

Volume 43, Number 2, Fall 1989

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304802ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304802ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Kolish, E. (1989). Review of [PELLETIER, Réjean, *Partis politiques et société québécoise : de Duplessis à Bourassa, 1944-1970*. Montréal, Québec-Amérique, 1989. 397 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 43(2), 271–273.  
<https://doi.org/10.7202/304802ar>

PELLETIER, Réjean, *Partis politiques et société québécoise: de Duplessis à Bourassa, 1944-1970*. Montréal, Québec - Amérique, 1989. 397 p.

Dans le sillage de ses projets de recherche antérieurs, Réjean Pelletier essaie, dans cet ouvrage, de promouvoir une interprétation des partis politiques québécois qui valorise leur *autonomie* relative et affirme leur rôle d'agents de transformation sociale. Il s'inscrit en opposition avec la théorie classique du courtage (*brokerage theory*), selon laquelle les partis politiques seraient plutôt des instruments d'accommodement qui cherchent à créer un consensus entre les intérêts des multiples groupes ou régions en présence.

L'auteur a choisi d'analyser deux aspects qu'il croit susceptibles d'étayer sa thèse: d'abord, les programmes des partis politiques, analysés autant d'après les programmes officiels qu'à partir des thèmes des campagnes électorales (étant donné que l'Union nationale n'a pas de programme officiel à l'époque de Duplessis); puis, le personnel politique, entendu ici de façon restrictive comme l'ensemble des députés, dont il étudie les caractéristiques socio-économiques, en accordant une attention particulière aux membres du cabinet.

Il se dégage de cette analyse systématique des conclusions peu surprenantes. Dans la période précédant la «rupture» de 1960, l'auteur perçoit chez chacun des deux partis politiques «une conception particulière du changement

social». Pour l'UN, le conservatisme social s'allie à l'option de la modernisation économique par l'entreprise privée, de façon à favoriser un État «clientélaire», «protecteur de l'ordre social et (...) maître d'oeuvre d'une nécessaire infrastructure socio-économique» (p. 374). Les libéraux, par contraste, se tournent vers l'avenir et préconisent «la mise en place progressive d'un véritable État-providence» (p. 375). Pelletier souligne d'ailleurs la filiation évidente entre bien des aspects du programme libéral d'avant et d'après l'année fatidique de 1960. Cependant, il valorise davantage la discontinuité ou la *rupture* entre les deux périodes, rupture qu'il désigne comme essentiellement *politique*, en conformité avec sa thèse sur le rôle des partis comme agents de transformation sociale.

Au début des années 1960, les partis se définissent et se distinguent par leur vision de la place de l'État à l'intérieur de la société québécoise; mais, vers la fin de la décennie, un bouleversement majeur survient à cet égard chez l'UN qui finit par emboîter le pas de l'interventionnisme. Les programmes des deux partis ont donc tendance à se rapprocher, épousant tous les deux les orientations du néo-nationalisme sur le rôle de l'État. Ce rapprochement encouragera d'ailleurs le nouveau réalignement des partis politiques qui va s'opérer entre 1968 et 1970, autour de la place de l'État québécois dans l'ensemble canadien, réalignement qui amènera l'évincement de l'Union nationale au profit du Parti québécois.

Y a-t-il vraiment ici de quoi appuyer l'hyperbole des commentaires de l'éditeur, qui proclame à l'endos du livre que cette étude donne «un sens tout à fait nouveau et fort original aux informations qui concernent ce quart de siècle»? Je ne le crois pas. Ce que l'historien ou l'historienne du Québec contemporain ressentira sans doute le plus à la lecture de ce livre, c'est un sentiment de déjà vu.

La force de cet ouvrage réside davantage dans l'analyse quantitative du contenu des programmes des partis et dans l'étude du personnel politique. Les tableaux sur la répartition des propositions électorales selon le champ social, économique et politique, ou à l'intérieur du champ politique, sont intéressants. Ils s'intègrent bien à l'argument de l'auteur et seront sans doute utiles aux professeurs et aux étudiants.

Ce sont les deux chapitres sur le personnel politique qui apportent le plus d'éléments nouveaux. Pelletier y présente des données sur l'âge, le niveau de scolarité, l'occupation et le champ d'activités des députés, selon leur appartenance partisane, et il suit l'évolution de ces caractéristiques à travers la période étudiée. L'auteur a l'heureuse initiative, trop rarement imitée dans les études du statut ou de la classe sociale des groupes, d'étendre son analyse aux occupations des *pères* des députés. On apprend ainsi que, si les députés unionistes étaient relativement d'origine sociale plus modeste que les députés libéraux entre 1944 et 1960, par contre, les *pères* de ces libéraux provenaient de milieux plus modestes que les *pères* des unionistes. Comme l'auteur, nous pouvons donc nous interroger sur la relation entre ascension sociale et option partisane. On se demande d'ailleurs si, dans l'étude ultérieure qu'il annonce, l'auteur trouvera un contraste semblable entre les occupations des pères des députés libéraux et ceux des péquistes des années 1970 et 1980.

On peut applaudir au souci de vérifier divers traits du personnel politique, mais souhaiter aussi que l'auteur s'astreigne à plus de rigueur dans certaines de ses généralisations. Que dire, par exemple, de cette affirmation inspirée par le fait que les députés libéraux des années 1950 étaient généralement plus jeunes et plus instruits que les députés unionistes: «les défaites électorales entraînent souvent l'arrivée d'équipes plus jeunes, plus instruites, plus ouvertes à des idées nouvelles» (p. 142)? Or, rien ne nous assure de l'universalité de cette proposition, ni même de sa véracité. C'est un exemple d'une tendance réductionniste et ahistorique, trop souvent présente dans les travaux de plusieurs chercheurs, même ceux qui, comme Pelletier dans les chapitres 4 et 5 de son livre, cherchent à fournir un arrière-fonds historique à leur travail. Notons aussi, qu'à propos des années 1950 et 1960, l'auteur évacue le débat historiographique sur «l'idéologie dominante», en présumant la dominance du nationalisme traditionnel «qui véhiculait une conception fortement ruraliste et même précapitaliste de la société» (p. 160). L'auteur tend aussi, malgré quelques nuances, à présenter les effets de l'industrialisation et de l'urbanisation comme si c'était surtout dans les années 1950 qu'ils étaient devenus visibles et importants.

Mais au-delà de la critique des détails, il me semble qu'il y a dans ce livre un problème épistémologique général: la méthodologie utilisée ne soutient pas suffisamment la problématique annoncée. Est-ce que l'analyse des programmes et des caractéristiques du personnel politique peut servir de preuve satisfaisante à la thèse de l'auteur? Pelletier reconnaît l'importance d'analyser les politiques concrètement mises en oeuvre par les partis au pouvoir, mais il choisit de laisser cette tâche à d'autres. C'est un choix défendable. Cependant, si on décide de privilégier les programmes, il faut, plus que l'auteur ne l'a fait, faire la critique de cette source. On se serait attendu, par exemple, à des réflexions sur le rôle du programme dans l'évolution du système partisan, sur la genèse de ce système, sur le degré d'adhésion des députés au programme de leur parti, sur l'impact de cette adhésion dans la défaite ou la réussite électorale, etc. L'auteur évoque certaines de ces questions, mais sans discuter sérieusement des limites qu'elles posent à sa capacité de généraliser à partir des données qu'il analyse.

*Partis politiques et société québécoise: de Duplessis à Bourassa, 1944-1970* sera donc utile pour la description détaillée qu'il offre des thèmes électoraux, du contenu des programmes et des caractéristiques des parlementaires. La problématique, toutefois, reste problématique.

Département d'histoire  
Université du Québec à Montréal

EVELYN KOLISH